La solution de Belkacem pour protéger nos écoles du terrorisme ? Des postes de profs supplémentaires!

écrit par Christine Tasin | 9 août 2016

Najat Vallaud-Belkacem face au terrorisme: cynisme ou impuissance ?

Le précédent Merah

Myriam, Gabriel et Arieh. Ces trois prénoms auraient dû suffire à faire comprendre, ce 19 mars 2012, que cette barbarie là, pas plus que les autres n'épargnerait les enfants. Mais c'était une autre époque, celle des « loups solitaires », des « déséquilibrés ». Bientôt allait venir le temps des « Oui, mais… » pour Charlie et des « pas d'amalgame ». Joyau du dispositif terranoviste du Président normal, Najat Vallaud-Belkacem chanterait les joies du « vivre-ensemble » et minimiserait les minutes de silence bafouées.

Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut voir. François Hollande a donc laissé s'épanouir l'ambigüité d'une ministre dont les propos et les actions étaient avant tout calibrés pour servir ses ambitions personnelles. De la com', des sourires et du vent. Beaucoup de légèreté dans un climat de plomb.

Aujourd'hui, si près de la rentrée scolaire, à l'heure où nul de peut nier que les écoles constituent des cibles, où en est-on ? La réponse se résume en une phrase, prononcée par la ministre dans l'interview publiée par *ParisNormandie.fr* le

1er août : « ***Nous n'avons pas attendu les attentats pour agir : réarmer l'école, c'est y mettre des professeurs et des professeurs formés*** ». Un aveu d'impuissance. Un cynisme écœurant. (Note de Christine Tasin : je reviendrai dans la journée sur cette scandaleuse interview de Belkacem parue dans Paris Normandie)

La femme qui ne voulait pas savoir

Dans les cabinets feutrés où Madame la ministre tourne les vidéos dont elle abreuve ses troupes, arborant son éternel sourire formaté de speakerine, on s'est donné beaucoup de mal. Car dans le domaine de la recherche d'un responsable pour ne pas se sentir coupable, on excelle dans ces officines.

Dès le 25 novembre 2015 la circulaire n°2015-206 sortait, plaçant une fois de plus les directeurs, éternels lampistes, seuls et sans moyens en première ligne du dispositif. J'encourage chacun de vous à la lire et à poser les cinq questions suivantes par l'intermédiaire de leurs délégués de parents au directeur de l'école de leur enfant :

1) Existe-t-il dans l'établissement une salle permettant un confinement en cas de tempête ou d'attaque terroriste, c'est-à-dire sans aucune fenêtre ou équipée de volets solides et de portes fermant à clef ?

2) Dispose-t-on du personnel suffisant pour assurer une surveillance à l'entrée sur les temps scolaires mais aussi périscolaires ?

3) Le directeur dispose-t-il d'un téléphone portable de fonction lui permettant d'être joignable à tout moment en classe par les autorités?

4) Le directeur a-t-il pu rencontrer des membres de la police ou de la gendarmerie afin de « mettre en place le dispositif de vigilance accrue » demandé par la circulaire ?

5) Combien y a-t-il d'enseignants ayant une formation aux gestes de premiers secours de moins de cinq ans?

Vous risquez fort de découvrir que nos écoles sont angéliquement ouvertes sur l'extérieur au nom du « vivre ensemble » et de l'architecture moderne. Que la sécurité de nos enfants repose sur l'investissement personnel des équipes qui compensent l'absence d'équipement par la mise à disposition de leur téléphone

personnel. Que les forces de l'ordre n'ont pas voulu ou pu se déplacer malgré l'appel du directeur et même, peut-être, qu'en conseil d'école, les élus ont balayé d'un « ici, on ne risque rien » moqueur les demandes d'aide et d'équipements. Et lorsque vous saurez, qu'en plus, l'essentiel des formations de l'année scolaire 2015-2016 a porté sur les nouveaux programmes ou rythmes scolaires et non sur les gestes qui sauvent ou la gestion de situation de crise, vous serez atterrés.

Y a-t-il urgence à ne rien savoir?

Peu importe, aucune évaluation de la mise en place du dispositif n'a été prévue par le ministère, car il y a urgence à ne rien savoir. Il sera bien temps de dire que l'on ne nous avait rien dit en cas de problème. Le goût pour l'écrêtage de vagues des inspecteurs et l'autocensure des enseignants sur ce sujet sensible devrait éviter toute remontée d'informations salissantes.

Alors que faire ? Il y a peu à attendre de Najat Vallaud-Belkacem : elle sent proche la fin de Sardanapale et redoute le sort des favorites. Sur ce délicat sujet, son silence sera du même souffle que celui face au salafiste Idriss Sihamedi sur Canal +. Il convient d'être prudente si l'on veut pouvoir trouver refuge dans quelque circonscription assise sur un vote communautariste. Il n'y a pas plus à espérer d'un François Hollande qui est de cette gauche embarquée dans le tramway nommé Désir des années Mitterrand et s'est construit en opposition à un père sympathisant de l'O.A.S..

Il appartient donc à chacun d'utiliser son pouvoir de citoyen auprès des élus locaux, des députés et des inspections académiques pour que la sécurité soit une action pragmatique de terrain et non des directives inapplicables d'officines. Aujourd'hui, il est bien plus urgent d'équiper les directeurs de téléphones portables que d'offrir aux élèves des tablettes. Il doit être prioritaire de former systématiquement les enseignants aux gestes de premiers secours au lieu de leur faire subir un formatage idéologique à la gloire de réformes désavouées par les français. Il est essentiel d'exiger que des travaux de sécurisation des locaux scolaires soient entrepris.

Les loups sont déjà dans la bergerie. N'attendons pas passivement que les agneaux soient leurs prochaines proies.

http://www.causeur.fr/najat-vallaud-belkacem-ecole-terrorisme-39544.html